



Commune mixte de Courroux

ASSEMBLEE COMMUNALE EXTRAORDINAIRE

Procès-verbal

Date : Lundi 12 septembre 2022 – 20h00.

Lieu : Halle de gymnastique Général-Guisan - 2822 Courroux.

Convocation : Par publication au JO n° 28 du 19 août 2022, avec avis dans les lanternes publiques, envoi d'un tout-ménage à la population et sur le site web communal.

Présidence : M. Philippe Lander, président en exercice.

Secrétaire : Mme Sandrine Imbriani, secrétaire communale.

Excusé-e : ---

Scrutateurs : MM. Jean-Marie Beuchat & Matthieu Lachat

Ayants droit : 2539

Participants : 151 **Majorité absolue :** 76

OUVERTURE

M. le Président souhaite la bienvenue aux participants à cette Assemblée communale extraordinaire, convoquée par avis au Journal officiel n° 28 du 19 août 2022 et propose l'ordre du jour ci-après :

1. Lecture et approbation du procès-verbal de l'assemblée communale du 13.06.2022.
2. Discuter et décider de la gestion des déchets sur le plan communal :
 - A. « Discuter et décider d'adhérer à la gestion régionale des déchets valorisables mise en place par le SEOD ».
 - B. « Discuter et décider des niveaux d'adhésion aux prestations retenus par le Conseil communal et de lui donner compétence pour signer la convention d'adhésion ».
 - C. « Discuter et décider de conclure un contrat externe pour la gestion des déchets verts et donner compétence au Conseil communal pour signer ce document ».
3. Prendre connaissance et adopter le projet de révision partielle du PAL.
4. Informations diverses du Conseil communal.
5. Divers.

M. le Président salue également Jonas Ugolini, apprenti à l'administration, Bernard Studer du bureau Rolf Eschmann SA et M. Thierry Bédard du journal LQJ, qui ne disposent pas du droit de vote. Ces personnes ont pris place à l'écart des ayants droit.

M. le Président mentionne, à l'intention des ayants droit présents, qu'avec la publication de l'ordre du jour, les dossiers relatifs aux différents points ont été déposés au secrétariat communal où ils pouvaient être consultés.

L'ordre du jour n'est pas amendé et ne subit aucune modification.



Capacité de l'Assemblée

La présence d'aucune personne n'est contestée et les scrutateurs dénombrent **151** ayants droit présents. Sur la base de ces indications, confirmées par l'agent de sécurité locale, M. le Président fixe la majorité absolue à **76** voix et déclare l'assemblée constituée valablement.

Il en ouvre les délibérations, à savoir :

1. Lecture et approbation du procès-verbal de l'Assemblée communale du 13.06.2022.

Rapporteur : Sandrine Imbriani, secrétaire communale.

Le procès-verbal de l'Assemblée communale du 13.06.2022 a été déposé publiquement au secrétariat communal et mis en ligne sur le site internet de la Commune. Ces dispositions et celles de l'art. 28 ROA nous autorisent à en donner lecture d'un résumé, sur la base duquel l'assemblée se prononce au sujet de son contenu.

Après avoir pris connaissance de ce texte, les personnes présentes n'ont pas de question, ni de remarque à formuler. Le procès-verbal est ainsi accepté tacitement, avec remerciements à son auteure.

Sandrine Imbriani rappelle le nouvel horaire du bureau de vote, soit le dimanche de 10h à 12h uniquement.

2. Discuter et décider de la gestion des déchets sur le plan communal

Rapporteur : M. Pierre Luchinger, conseiller communal en charge de l'urbanisme.

Pierre Luchinger expose les détails des 3 points soumis au vote, **selon la présentation annexée, qui fait partie intégrante du présent procès-verbal.**

A. « Discuter et décider d'adhérer à la gestion régionale des déchets valorisables mise en place par le SEOD ».

But principal de la convention / Délégation de compétence : La convention a pour but principal de fixer la délégation des tâches qu'accordent les communes au SEOD, selon le niveau de prestations choisi.

B. « Discuter et décider des niveaux d'adhésion aux prestations retenus par le Conseil communal et de lui donner compétence pour signer la convention d'adhésion ».

Chaque commune doit se prononcer sur le ou les niveau(x) de prestations retenu(s). Pour ce faire, une convention individualisée et propre à chaque commune est transmise aux communes membres du SEOD, sur la base du choix du niveau de prestations retenu par le Conseil communal.

- Le **niveau 1** concerne la gestion des fractions de base par le SEOD pour le papier, le carton, le verre, l'aluminium et le fer blanc.
- Le **niveau 2** concerne la gestion des fractions de base par le SEOD pour le papier, le carton, le verre, l'aluminium, le fer blanc et l'équipement des points de collecte par des conteneurs aériens, fournis par le SEOD.
- Le **niveau 3A** concerne la gestion des fractions encombrantes par le SEOD pour les DEC (déchets encombrants combustibles), le bois usagé, les métaux et les déchets inertes. Le SEOD propose une solution sous la forme de collectes ponctuelles et délocalisées, permettant un tri et une reprise contrôlée de ces diverses fractions de déchets.



- Le **niveau 3B** concerne la gestion par le SEOD de l'ensemble des déchets urbains des communes, hors DUC (déchets urbains combustibles) et hors déchets verts. Ce niveau comprend l'accès au centre de collecte et de valorisation des déchets aménagé et exploité par le SEOD sur le site des Prés-Roses à Delémont. Le SEOD propose une infrastructure professionnelle, permettant le tri et la collecte de l'ensemble des différentes fractions de déchets usuels (environ 30 types de déchets), selon des horaires élargis et sous surveillance permanente. L'accès au CCV (centre de collecte et de valorisation des déchets) est ouvert aux ménages, ainsi qu'aux entreprises (moins de 250 EPT). Pour ces dernières, seuls les déchets urbains sont acceptés (déchets non liés au type d'exploitation).
- Le **niveau 4** concerne la gestion des déchets verts par le SEOD. La gestion des déchets verts inclut le traitement, ainsi que le ramassage et le transport.

L'acceptation de la convention par l'autorité communale compétente marquera l'adhésion, selon le niveau de prestations retenu, à la nouvelle gestion régionale des déchets valorisables, mise en place par le SEOD. La convention signée par la Commune prendra effet lors de la mise en service du CCV et des écopoints.

		Coûts (CHF/hab/an)	Commune Courroux
Niveau de prestations 1 : Collecte et gestion des fractions de base	Coûts de gestion des déchets	4.50	OUI
Niveau de prestations 2 : Equipement, collecte et gestion des fractions de base	Coûts d'exploitation	0.00	OUI
	Coûts de gestion des déchets	Pris par niveau prestations 1	
Niveau de prestations 3A : Collecte et gestion des fractions encombrantes	Coûts de gestion des déchets	14.00	OUI
Niveau de prestations 3B : Centre de collecte et de valorisation (CCV)	Coûts d'exploitation	11.50	NON
	Coûts de gestion des déchets	14.00	
Niveau de prestations 4 : Collecte et traitement des déchets verts	Coût de ramassage et de transport des déchets verts	21.00	NON
	Coût de traitement des déchets verts	11.00	NON
Total annuel (CHF/hab/an)			18.50 (HT)

C. « Discuter et décider de conclure un contrat externe pour la gestion des déchets verts et donner compétence au Conseil communal pour signer ce document ».

L'élimination des déchets verts coûte actuellement Fr. 97'000.-/HT par an. La variante proposée ci-dessus par le SEOD (niveau 4 : Fr. 32.- x 3'350 habitants) élèverait le coût annuel de cette élimination à Fr. 107'200.-/HT. Le Conseil communal propose de conclure un contrat externe, sur une durée de 5 ans, avec une entreprise locale, pour un coût annuel de Fr. 96'750.-/HT.

Entrée en matière : acceptée.

Discussion : aucune.



Décision : M. le Président constate que la proposition du Conseil communal n'est ni amendée, ni combattue.

Au vote :

- A. L'assemblée valide à la majorité des voix contre 1, l'adhésion à la gestion régionale des déchets valorisables mise en place par le SEOD, conformément à l'article 24 alinéa 3 du ROA.
- B. L'assemblée valide à l'unanimité le niveau de prestations 3A retenu par le Conseil communal et lui donne compétence pour signer la convention d'adhésion, conformément à l'article 24 alinéa 3 du ROA.
- C. L'assemblée valide à la majorité des voix contre 1, la conclusion d'un contrat externe pour la gestion des déchets verts et donne compétence au Conseil communal pour signer ce document », conformément à l'article 24 alinéa 3 du ROA.

3. Prendre connaissance et adopter le projet de révision partielle du PAL.

M. le Président informe que selon les articles 12 alinéa 1 et 25 alinéa 1 de la LCOM (RSJU 190.11) et 27 du ROA de la commune mixte de Courroux. Mmes Nicole Chételat Luchinger et Claire-Jeanne Schaller, MM. Pierre-Olivier Schaller et Philippe Eicher, ainsi que leurs parents et enfants doivent donc se retirer. **M. le Président propose :**

- d'inclure également les époux et épouses à cette obligation, par souci de sérénité et pour une décision irrécusable.
- que ces personnes puissent rester pour les débats, afin d'apporter d'éventuelles précisions.

M. Simon Coste demande pourquoi l'article 12 alinéa 3 n'est pas appliqué.

M. le Président donne lecture totale de l'article du guide pratique à l'attention des présidents des assemblées communales diffusé par le Délégué aux affaires communales.

M. Simon Coste est satisfait.

Mme Roseline Crétin indique qu'il est important que les personnes devant se retirer restent pour les débats, afin d'apporter les précisions utiles.

L'assemblée ne combat pas les deux propositions émises par le Président.

Rapporteur : M. Pierre Luchinger, conseiller communal en charge de l'urbanisme.

Pierre Luchinger expose les détails du dossier, **selon la présentation annexée, qui fait partie intégrante du présent procès-verbal.**

Entrée en matière : acceptée.

Discussion :

En préambule des débats, M. le Président rappelle la teneur de l'article 21 du ROA.

M. Simon Coste prend la parole : il se présente et indique que le discours qu'il a préparé se trouve modifié, au vu des éléments qui ont été apportés ce soir. Il va essayer d'être bref et concis. M. Coste suit de très près le dossier du PAL suite à sa présentation en 2020. Son intérêt premier vient du fait qu'il réside à la rue des Romains, à côté de la grande surface de la zone dite "Des Contours". M. Coste indique son inquiétude



en tant qu'habitant. Il se dit surpris et estime que l'information a été traitée avec légèreté, notamment les 7 petites lignes rédigées par le Conseil communal dans l'information à la population. Il estime que ce dossier est opaque, que la population n'a pas participé à la révision partielle de ce PAL et que le monde a changé depuis 2013. La transformation de la zone agricole en terres à bâtir verra arriver environ 800 nouveaux arrivants, selon ses calculs, à condition de pouvoir remplir tous les nouveaux logements. 55'000 m² seront donnés en gestion à des promoteurs, dont la majeure partie est destinée à de l'habitat collectif à haute densité. Les opposants, dont il fait partie, ont demandé une limite de 13m50 en terme de hauteur (= immeubles en construction à côté du magasin Coop). Cette limite n'a pas été présentée ce soir, car elle sera certainement refusée. La commune ne possèdera aucun des terrains. C'est le promoteur qui pourra décider, à qui, pour combien et à quelles conditions il vendra, pour autant qu'il décide de vendre. M. Coste estime que le Conseil communal met la population devant une stratégie du tout ou rien. Les voisins pourront participer, mais pas décider à l'établissement du Plan Spécial. Etant en zone prioritaire cantonale, la validation du Plan Spécial sera de la compétence du Conseil communal. Le Conseil communal prétend qu'il fera de ce lieu, un lieu harmonieux avec de la verdure. Mais après la validation du Plan Spécial, plus rien ne pourra empêcher la construction de l'ensemble de cette surface, peu importe la situation économique du village, ses ressources et le suivi des infrastructures. Les promoteurs pourront construire environ 400 logements. Il pense qu'adopter cette révision du PAL, c'est signer un chèque en blanc à des promoteurs qui gèreront l'ensemble du développement de la commune pour les 10 prochaines années, sans tenir compte de la gestion des ressources, telles que l'eau, l'électricité, le chauffage. Ils ne penseront qu'à gagner de l'argent. Comment l'Assemblée peut accorder la confiance demandée par le Conseil communal, alors que lui-même ne sait pas qui sera le promoteur de cette zone. La commune de Delémont a reconnu son incapacité à intervenir pour ralentir le développement surdimensionné. La commune de Courrendlin a dû augmenter ses impôts, car la population a augmenté à une vitesse incontrôlée. Nous devrions apprendre des erreurs de nos voisins. M. Coste est opposant mais ne tient pas à investir dans les frais financiers de justice. M. Coste réitère que la population n'a pas été consultée et s'oppose à une politique libérale extrême. Il invite l'assistance à refuser la révision partielle du PAL. M. Coste fait ensuite deux propositions :

1. Il demande le vote à bulletins secrets.
2. Il demande de retirer la zone dite "Des Contours" de cette révision, pour que l'industrie puisse se développer.

M. Pierre Mertenat prend la parole et indique que cette présentation l'a laissé sur sa faim, car le thème des infrastructures communales n'a pas été évoqué, notamment la problématique de l'eau, le village subissant actuellement des restrictions quant à l'utilisation de l'eau. Comment ferons-nous avec 500 habitants de plus ? La mise en place d'une classe pour accueillir les élèves ukrainiens a été problématique. Comment gérer des élèves supplémentaires en terme de classes ? Les travaux de rénovation de la traversée du village provoquent des ralentissements du trafic. Des mesures sont-elles prévues pour améliorer la situation ?

M. Philippe Membrez indique que le Conseil communal a édicté au début du mois d'août, quelques restrictions bienvenues au vu de la situation météorologique, mais que l'approvisionnement de la commune en eau sera garanti car une convention a été signée avec la commune de Courrendlin, qui n'a elle, aucun problème d'alimentation en eau. Cette convention permettra de pallier aux éventuels manquements qu'il pourrait y avoir sur le territoire communal. De plus, il nous serait possible nous relier au circuit de Delémont, pour encore améliorer la situation. Au niveau de la mise en place de la classe d'accueil pour les élèves ukrainiens, la seule difficulté a été de trouver du personnel. Aucune difficulté n'a été rencontrée pour la mise en place d'une classe, au niveau des infrastructures. Nos écoles accueillent aujourd'hui 15 classes, alors que nous pourrions accueillir 20 classes, notamment grâce à la rénovation de l'école Bellevie. Lors de la rénovation de l'école Général-Guisan, tout a été prévu pour un agrandissement



de 2 classes supplémentaires. Nous avons donc de la marge. Au niveau du trafic, les travaux de la traversée du village seront terminés d'ici un mois. La fluidité de la circulation ne devrait donc plus poser de problème. Les Autorités cantonales ont choisi de placer les arrêts de bus sur la chaussée et de mettre en place des ronds-points, dans le but de réduire la vitesse du trafic.

Mmes Nicole Chételat Lüchinger et Claire-Jeanne Schaller, MM. Pierre-Olivier Schaller et Philippe Eicher ainsi que leurs familles se retirent, soit 8 personnes.

Les ayants droit passent donc à **143** et la majorité absolue à **72**.

M. Bernard Studer du bureau Rolf Eschmann SA intervient pour les compléments techniques, en réponse à l'intervention de M. Coste. M. Studer confirme que la phase d'information et de participation, régie par l'article 43 LCAT, a été respectée. Le Service du Développement Territorial l'a confirmé dans son rapport préalable. L'information à la population avec plan explicite et la présentation de nombreux slides, lors de l'Assemblée communale de l'époque, ne permettent pas d'insinuer que l'information se résume aux 7 lignes du dernier tout-ménage. M. Studer qui a calculé en détail le projet, indique que le nombre de 800 habitants supplémentaires mentionné par M. Coste est excessif. De plus, il faut mettre en parallèle le phénomène de desserrement, qui voit la population d'une commune et la taille moyenne des ménages diminuer s'il n'y a pas de possibilité de construire de nouveaux logements. Ne serait-ce que pour stabiliser la population actuelle, il faut bel et bien créer des logements supplémentaires. Par rapport à l'aspect décisionnel de la procédure d'un Plan Spécial, ce n'est pas parce qu'il s'agit d'un Plan Spécial d'un secteur stratégique, qu'il sera de la compétence du Conseil communal. Cela n'a rien à voir. Ce Plan Spécial sera de la compétence du Conseil communal, parce qu'il est rendu obligatoire par le Plan de Zones. Selon l'article 66 LCAT, la population doit se prononcer sur l'affectation, l'indice et la densité de l'utilisation du sol. Ensuite, nous passerons au Plan Spécial, qui est de la compétence du Conseil communal. Ce qui ne veut pas dire qu'un chèque en blanc est signé, car le Plan Spécial va être déposé publiquement. Les riverains, les associations et les habitants pourront se prononcer, étant donné que nous sommes dans un état de droit. Il y aura donc possibilité de s'opposer. De plus, un processus participatif sera mis en place et la LCAT fixe une information à la population et une consultation. Au niveau de la proposition de la hauteur maximale de 13m50, le Conseil communal n'a pas voulu entrer en matière, car nous sommes sur un secteur très étendu, avec une topographie particulière en forme de cuvette et entouré par de l'habitat de faible densité. En imposant cette hauteur, on serait obligé d'avoir une transition moins douce avec les quartiers résidentiels. Ne pas fixer de hauteur maximale permettra plus de souplesse pour le Plan Spécial futur, avec des secteurs de transition. Des règles figurent dans l'OCAT, par rapport à l'ombrage notamment, article 27. Des règles de base et un cadre devront être observés, pour respecter les intérêts privés. Une pesée des intérêts entre les intérêts privés, publics et collectifs est effectuée en état de droit. Au niveau de la procédure, si on définit un amendement qui remet fortement en cause la révision déposée publiquement, nous devons offrir la possibilité de pouvoir s'opposer à nouveau. M. Studer indique ne pas être juriste, mais estime que si un secteur de 5 hectares au cœur du village est contesté ce soir, il faudra certainement redéposer publiquement ce Plan et l'adoption devrait intervenir après ce nouveau dépôt public. Les objectifs de la LAT en vigueur étaient de stopper l'utilisation des terres agricoles, freiner le mitage du territoire, développer l'urbanisation vers l'intérieur et préserver les paysages avec une volonté de densifier. Le Plan Directeur Cantonal, mis en consultation publique également, a été établi suite à cette nouvelle LAT. Ce Plan Directeur Cantonal a été approuvé par le Parlement, le Gouvernement et le Conseil Fédéral. Ce Plan possède une fiche qui identifie 6 ou 7 secteurs stratégiques sur tout le canton, et la zone dite « Des Contours », fait partie de ces secteurs stratégiques.



M. Simon Coste reprend la parole et indique avoir passé 100 heures sur l'étude de ce dossier. Il estime qu'il n'y a pas urgence et que ce projet ne répond pas à la demande de maisons familiales. Les besoins en appartements peuvent être comblés par les constructions en cours (vers la Coop ou vers le cimetière). Des anciennes maisons pourront être vendues et rénovées.

M. le Président arrête M. Coste, afin qu'il soit concis et fasse ses propositions :

M. Coste propose que le PAL soit validé, tel que déposé, sans la zone dite « Des Contours ».

M. Philippe Membrez indique comprendre les craintes et les interrogations, quant à la mise en zone d'une surface de 55'000m². Les réalités des communes voisines ne correspondent pas au contexte de notre commune. L'indice maximum de l'Eco-quartier de Delémont est fixé à 1,93, soit quasiment le double de la zone prévue dans le secteur des « Contours ». A Courrendlin, le nouveau quartier s'étend sur 90'000m², soit 80% de plus que ce qui est proposé sur Courroux, alors que les besoins relatifs à l'augmentation de la population à Courrendlin sont de 5% inférieurs aux besoins de Courroux, selon le Plan Directeur Régional. Il peut aussi admettre que certaines personnes estiment que la clause du besoin ne soit pas avérée. Toutefois un développement démographique maîtrisé reste un thème majeur pour que notre commune puisse maintenir ses acquis. Les Autorités communales n'ont pas traité ce sujet avec légèreté. De multiples séances de conciliation ont été organisées. Il s'agit ce soir de confirmer ce que l'Assemblée communale a déjà validé pour ce même secteur, il y a bientôt 10 ans. Si la modification du PAL est refusée, ou la proposition de M. Coste acceptée, le développement de la commune pour les 15 prochaines années se limitera à une maison familiale à la rue du Quenêt. Cette extension est donc nécessaire afin de garantir nos acquis. Un développement harmonieux et maîtrisé de la commune est souhaitable. La hauteur maximale de 13m50 est une fausse bonne idée, car elle ne permettrait pas une transition en douceur. Malheureusement, la LAT exige des densités, une hauteur maximale à 13m50 ne permettrait pas de transition en douceur incluant quelques maisons ; il faut donc un secteur un peu plus dense au centre de la future zone. Le Conseil communal vous propose de lui faire confiance, car même s'il traite les dossiers avec légèreté, selon certaines personnes, il espère et recherche la qualité, pour l'avenir de la localité.

M. le Président reprend la parole. Par levé de mains, l'Assemblée accepte le vote par bulletins secrets (+ d'un dixième des ayants-droit).

Les propositions suivantes sont soumises :

- Proposition de M. Coste : valider la modification du PAL, telle qu'elle a été déposée, sans la zone dites « Des Contours ».
- Proposition du Conseil communal : valider la modification du PAL, telle que présentée ce soir, avec les amendements et règlement y relatifs.

M. Coste réagit, et après les explications de M. le Président, il désire reformuler sa proposition :

- Proposition de M. Coste : valider la modification du PAL, telle que présentée ce soir, avec les amendements et règlement y relatifs, mais retrait de la zone dite « Des Contours ».

Philippe Membrez prend la parole et indique que le Conseil communal persiste dans ses bons offices. Il propose que la proposition de M. Coste soit soumise au vote avec les amendements présentés ce soir, soit retrait de la rue des Prés, le changement à la rue du Quenêt, avec toutes les garanties que les opposants ont formulées en séance de conciliation. Nous avons ce soir tous les documents signés, qui garantissent aux opposants, toutes les exigences formulées. La seconde proposition est celle du Conseil, adopter le PAL avec les amendements présentés ce soir et règlement y relatifs.



M. le Président constate qu'aucune autre proposition n'est soumise au vote.

Les propositions suivantes sont soumises au vote :

- **Proposition de M. Coste : valider la modification du PAL, telle que présentée ce soir, avec les amendements et règlement y relatifs, mais retrait de la zone dite des « Contours ».**
- **Proposition du Conseil communal : valider la modification du PAL, telle que présentée ce soir, avec les amendements et règlement y relatifs.**

Au vote à bulletins secrets :

Bulletins distribués : 143

Bulletins rentrés : 143

Proposition de M. Coste : 48

Proposition du Conseil : 91

Blancs : 1

Nuls : 3

Les bulletins seront scellés immédiatement à l'issue de la présente assemblée.

Décision : M. le Président constate que la proposition du Conseil communal obtient le plus de voix et déclare la révision partielle du PAL de la Commune mixte de Courroux, avec les amendements présentés ce soir et règlement y relatifs adoptée. Il en requiert l'inscription au procès-verbal, conformément aux dispositions de l'art. 23, al. 3 ROA.

4. Informations diverses du Conseil communal.

Rapporteur : M. Philippe Membrez, maire.

M. Philippe Membrez remercie l'Assemblée pour la confiance témoignée par ce vote. Il tient à préciser que le Conseil communal sera attentif à un développement harmonieux de la commune. Il remercie également la population d'avoir renouvelé son mandat de Président du Conseil communal. Il s'engage à concrétiser la révision du PAL dans le meilleur état d'esprit possible, en tenant compte de la vision des minorités.

Il informe que la ristourne du SEOD accordée aux communes, sera répercutée sur les factures des citoyens. Une réduction, ponctuelle et non inscrite dans la durée, de Fr. 15.- (Fr. 5.- pour 2021 et Fr. 10.- pour 2022) sera accordée sur chaque taxe de base de Fr. 90.-. Cette situation favorable du SEOD est en relation avec le traitement des mâchefers des cantons de Fribourg et Genève, sur le site de Boécourt.

Philippe Membrez rappelle que l'utilisation du logo de la commune est soumis à demande préalable à l'administration. Toute utilisation abusive, comme celle constatée le week-end dernier, est passible de poursuites judiciaires.

5. Divers.

M. Patrick Crétin demande si le Conseil a une réflexion concernant l'économie énergie. **Philippe Membrez** indique que la réfection de l'éclairage public a été voté lors de la dernière assemblée communale. Le sujet d'installation de panneaux photovoltaïques sur certains bâtiments communaux et l'installation de bornes de recharge pour les véhicules électriques sont également en cours de réflexion. Ce sujet sera repris dans le prochain programme de législature 2023-2027.



La parole n'étant plus demandée, **M. le Président Philippe Lander** remercie et salue l'assistance pour la participation à l'assemblée de ce soir et pour l'intérêt porté à la bonne marche des affaires communales. Il souhaite à chacune et chacun, une belle fin de soirée.

La parole n'étant plus demandée, **Philippe Lander** clôt formellement l'Assemblée communale à 22h30.

AU NOM DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE

Le Président : La Secrétaire :

Philippe Lander

Sandrine Imbriani



